

Vous avez entièrement raison lorsque vous dites (et vous soulignez davantage ce que j'ai apporté) qu'il y a beaucoup d'émotions dans le problème que nous vivons actuellement. Je partage votre opinion à l'effet que la vérité va toujours sortir. Je suis heureux d'avoir constaté, par exemple, il y a trois semaines, lors d'un sondage qui a été fait au Québec afin de savoir quelle était l'opinion de la population sur la souveraineté, (et ce sont les résultats du sondage) que la population délaissait la question de la souveraineté ou de la souveraineté-association pour exiger cependant une décentralisation plus profonde des pouvoirs que le gouvernement fédéral a actuellement et que le Québec veut avoir, soit seul ou soit partagés avec lui.

Vous avez souligné, et je vous en remercie, un point important que j'ai peut-être juste effleuré, c'est que nous sommes, non seulement au Québec mais au Canada, souvent les victimes de la presse ou des slogans que l'on distribue à tort et à travers pour agiter le feu.

Sénateur Riel, en terminant, je dois vous dire que plus on étudie le problème, plus on le regarde de près, plus il y a de l'espoir. Seulement, il faut que le reste du Canada ne nous donne pas nécessairement un signe d'amour ou d'affection, mais au moins un signe de compréhension.

Le sénateur Riel: J'aimerais poser une autre question à l'honorable sénateur, mais je veux d'abord le remercier de m'avoir souligné que je ne parle pas très souvent. Je voudrais lui dire dans les mots immortels de Yogi Berra: «You can observe a lot by watching».

Je ne suis pas du tout d'accord avec vous quand vous dites que la récession serait survenue sous n'importe quel gouvernement. Ça c'est une question qui est tout à fait en l'air. On a le Conseil économique du Canada, les institutions sérieuses, tels l'Institut Fraser, le Conference Board, et cetera, à peu près tous les organismes financiers de notre pays ont déclaré que c'était une récession «made in Canada». Vous avez constaté, vous en avez été témoin, que le ministre des Finances ne prononçait même pas le mot qui commence par la lettre «R» alors que nous étions en pleine récession depuis presque plus d'un an.

Deuxièmement, on s'est plaint partout du taux du dollar canadien qui a empêché notre pays d'exporter ses produits. Tout cela a amené une situation économique absolument épouvantable.

Je ne suis pas d'accord non plus lorsque vous dites que le libre échange a amené beaucoup d'améliorations. Je pense, selon l'expérience que j'ai eue, que c'est le contraire qui est arrivé. Le libre échange nous a causé beaucoup de dommages et avec les taux d'intérêt en augmentant tellement la valeur de nos produits qu'on ne pouvait pas les exporter aux États-Unis et dans bien des cas ce sont des produits des États-Unis que l'on a importés.

Si vous ne m'avez pas entendu depuis quelques mois, c'est que je faisais comme Yogi Berra, j'observais. J'ai appris un certain nombre de choses. Je vais vous en reparler un peu plus tard. Vous savez que je suis très peu partisan, mais je crois que

sur ce point-là, je ne peux pas partager du tout la politique qui a été suivie par le ministre des Finances, M. Wilson, ni non plus celle suivie par M. Crow. Je crois que cette politique a manqué de subtilité. Je ne veux pas employer de gros mots, vous me connaissez assez pour savoir que je ne m'emporte pas comme cela aussi facilement. Sur ce point-là, nous sommes entrés dans une situation précaire. Bien sûr, il y a une récession aux États-Unis mais, contrairement à l'habitude, elle est arrivée chez eux plus tard.

Je voulais vous faire remarquer ces deux points-là. J'aimerais surtout vous dire que je tâcherai de vous fournir un peu plus d'explications sur mes prétentions tout en vous laissant le privilège de garder les vôtres.

Le sénateur Grimard: Honorables sénateurs, étant donné que j'adore le base-ball, je peux vous donner un autre axiome de Yogi Berra qui disait: «Ce n'est pas fini tant que ce n'est pas fini.» C'est un peu la même chose qui va arriver avec notre problème entre le Québec, Ottawa et les autres provinces.

Je veux répondre à vos deux questions: la récession d'abord et ensuite le libre échange.

En ce qui concerne la récession, vous avez évidemment, avec tout le respect que je vous dois et l'admiration que j'ai pour vous, la mémoire quand même très courte, même si on se rappelle ce qui est survenu en 1982 alors que le pays était dirigé par vos amis. On sait qu'à ce moment-là, il y a eu quand même une récession non seulement au Canada mais à travers le monde et plus particulièrement aux États-Unis. Penser que c'est la faute du gouvernement canadien parce qu'il y a une récession ici, je crois que ce n'est pas réaliste. Il faut prendre en considération le fait que partout à travers le monde, peut-être, sauf au Japon et en Allemagne, il y a eu récession et plus particulièrement chez nos voisins du sud.

J'aimerais bien que vous me disiez comment nous aurions pu mettre fin à la pression inflationniste sans augmenter les taux d'intérêt?

Je réponds à la question que vous me posez: Je dis que ce n'est pas la faute du gouvernement, qu'un autre gouvernement aurait pu dans les mêmes circonstances subir la même récession.

Deuxièmement, en ce qui concerne le libre échange, dans mon discours je parlais du libre échange comme étant une aide pour l'avenir. Je ne pense pas que l'on puisse, après deux ans d'application partielle et très partielle du libre échange, porter un jugement. Ce jugement-là nous le porterons plus tard. J'espère que nous serons ici tous les deux dans huit ans alors que le traité aura été mis en application pleinement, parce que l'on sait que c'est un traité qui sera en vigueur dans dix ans, j'espère que vous et moi serons ici en cette Chambre et à ce moment-là, vous serez probablement obligé d'admettre que le gouvernement a eu raison d'installer ce système.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Riel: Honorables sénateurs, on se reverra en l'an 2000.

(Sur la motion du sénateur Everett, le débat est ajourné.)

(Le Sénat s'ajourne à 14 heures demain.)